

# 1 **Congrès XI bis de la CGT-Culture**

## 2 3 **PROJET DE FICHE N° 8 – DÉVELOPPEMENT CULTUREL ENVERS** 4 **LES PUBLICS**

### 5 6 **Il faut combiner démocratisation de la culture et démocratie culturelle**

7 Si les politiques publiques culturelles verticales ont pu créer l'exception  
8 culturelle que nous défendons face à la mondialisation, elles n'ont pas su  
9 toucher tout le monde. Les déserts culturels sont sans surprise des  
10 déserts de services et d'emplois. Cela engendre échec scolaire,  
11 reproduction sociale, négation des droits culturels et du droit à la dignité,  
12 inégalités en matière d'éducation, de culture, de santé, de transport...  
13 C'est le désengagement de l'État et des services publics par asphyxie de  
14 moyens financiers et humains.

15 Sans services publics, il ne peut y avoir de démocratisation culturelle.  
16 L'égalité d'accès des populations sur l'ensemble du territoire est garantie  
17 par l'égalité de traitement, fondement du statut général des fonctionnaires.

18 Dans un monde où l'esprit des affaires prend le pas sur les affaires de  
19 l'esprit, il nous faut combattre la marchandisation de la culture qui devient  
20 au fil du temps la norme (privatisation des espaces, concurrence entre  
21 établissements publics, création de marques dans les domaines de la  
22 culture et du patrimoine...). C'est une captation de la culture d'une  
23 minorité et d'une exclusion du plus grand nombre. Les tarifications des  
24 musées, monuments, écoles supérieures, conservatoires... montrent là  
25 aussi une sélection sociale inacceptable.

26 La culture est un bien commun qui doit être préservé, renforcé et transmis  
27 à toutes et tous, quels que soient son origine sociale et/ou ses ressources.  
28 Elle ne doit donc plus montrer une culture dominante mais davantage  
29 s'inscrire et s'ouvrir à la société. Donner corps à l'invisibilité sociale et à la  
30 diversité pour parler de rencontre, de partage des cultures pour être  
31 source d'enrichissement et d'émancipation. Elle se doit d'être plus  
32 horizontale et intégrer les nouvelles pratiques notamment le numérique qui  
33 doit permettre de rendre la culture plus accessible, plus compréhensible et  
34 non pas être un cheval de Troie à la marchandisation de la culture.

35 Il faut que le ministère puisse s'appuyer sur ses agents mais aussi s'ouvrir  
36 au monde associatif à commencer par celui de l'éducation populaire, aux  
37 acteurs sociaux et culturels, au monde du travail, des collectivités  
38 territoriales et qu'il renforce ses actions interministérielles avec l'éducation  
39 nationale mais aussi du travail, de la recherche, de la santé, de la justice,  
40 de l'intérieur... Par ce biais, il faut en finir avec les préjugés qui voudraient  
41 que les populations, publics et usagers attendent qu'on leur apporte la  
42 Culture avec un grand « C » comme s'ils étaient totalement dépourvus de  
43 culture.

### 44 45 **Les leviers pour un développement culturel**

46 La culture doit être une compétence partagée. Les collectivités ne doivent  
47 non seulement pas avoir des champs de compétence restreint mais  
48 également avoir les moyens de mener des politiques culturelles. Entre  
49 2015 et 2017, la politique gouvernementale a réduit de onze milliards les  
50 dotations aux collectivités : la culture en est l'une des premières victimes  
51 (festivals annulés, licenciements, projet d'équipement annulés...).

52 Nouveau risque lancé sous la mandature présidentielle de Hollande, la  
53 réforme territoriale qui, par l'éloignement physique des services de l'État  
54 renforcera les inégalités territoriales, notamment au profit des métropoles,  
55 privera les acteurs culturels du soutien qu'ils réclament, accentuera la  
56 désertification des zones rurales et laissera les collectivités se débrouiller  
57 elles-mêmes.

58 Nous réaffirmons le rôle crucial de l'État pour agir pour une égalité de  
59 traitement des citoyen.nes sur l'ensemble du territoire.

60 Nous demandons le maintien de toutes les DRAC dont le rôle est  
61 inestimable sur les différents versants culturels (patrimoine, création, livre  
62 et lecture...) et rappelons le rôle primordial des monuments nationaux en  
63 termes de proximité et de maillage territorial qui sont des lieux et des  
64 leviers puissants du dialogue culture.

65 Le développement culturel a besoin de moyens humains et financiers. Or

66 le développement des ressources propres risque de devenir un frein à  
67 celui-ci par les dérives que l'on a cité supra (privatisations d'espaces au  
68 détriment de l'intérêt général...). De même, si on tourne le dos à des  
69 systèmes économiques tel que celui du Centre des Monuments nationaux  
70 qui fonctionne sur la péréquation de son réseau, cela ne pourra plus  
71 fonctionner lorsque certains cherchent à privatiser les excédents et  
72 socialiser les pertes.

73 Il faut repenser les questions de fiscalité (supprimer le faux mécénat et  
74 consolider les systèmes économiques de certains établissements) et  
75 obtenir le 1% du budget de l'Etat.

76 Ces questions ne sont pas anecdotiques, nous devons nous en saisir  
77 dans les conseils d'administration mais aussi avec les usager.es et les  
78 élu.es tout comme les politiques tarifaires.

79

### 80 **Le développement culturel passe aussi par le travail...et le temps** 81 **libre**

82 Le travail et le syndicalisme font aussi partie de la culture et nous devons  
83 davantage en prendre conscience. Alors que le travail mobilise une part  
84 significative de nos vies, il n'est pas une représentation culturelle. Des  
85 sites tels que le Familistère à Guise ou la Bénédictine à Fécamp en  
86 parlent, le ministère de la Culture non. Il fut un temps où le monde ouvrier  
87 était représenté au cinéma. Aujourd'hui les six millions d'ouvriers ont  
88 disparus dans le monde de la culture et des médias. Le travail devrait-il  
89 rester invisible et inaudible ? Il est pourtant là bien question de  
90 représentation sociale et culturelle.

91 Donnons-nous le temps de la réflexion et de l'innovation dans ce que nous  
92 pouvons proposer. Des artistes interviennent dans le monde du travail,  
93 n'hésitons pas à les solliciter.

94 En miroir du temps de travail, il y a la question du temps libre et des  
95 congés. Si les comités d'entreprise répondent à une exigence de  
96 démocratie sociale et économique, ils ont comme les associations du  
97 personnel un rôle majeur à jouer en matière de culture. Si l'on se doit  
98 d'être à l'écoute des attentes des agents, on doit aussi profiter de ces  
99 outils pour leur donner du sens et créer du lien, comme cela était le cas à  
100 leur création. La culture était un moteur des comités d'entreprise, ne  
101 rentrons pas, nous aussi, dans une marchandisation de la culture *via* les  
102 billetteries.

103 De même, nous avons un rôle à joué concernant le tourisme social car  
104 trop nombreux sont encore les agents, et parmi eux nombre d'enfants et  
105 de retraité.es, à ne pouvoir partir en vacances. Cela est insupportable. Le  
106 tourisme social est facteur d'épanouissement, de socialisation, de  
107 solidarité, de développement local mais aussi de culture ! ...Saisissons-  
108 nous de ce sujet.